

Décret relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel

D. 17-07-2003

M.B. 28-08-2003

Modifications :

D. 17-12-2003 - M.B. 30-01-2004

D. 15-12-2010 - M.B. 01-02-2011

D. 29-11-2012 - M.B. 29-01-2013

D. 04-02-2016 - M.B. 22-02-2016

D. 25-04-2019 - M.B. 18-06-2019

D. 20-07-2023 - M.B. 10-01-2024

D. 20-12-2023 - M.B. 13-02-2024

D. 12-12-2008 - M.B. 20-03-2009

D. 13-01-2011 - M.B. 22-02-2011

D. 18-12-2013 - M.B. 25-03-2014

D. 08-06-2017 - M.B. 29-06-2017

D. 03-05-2019 - M.B. 01-07-2019

D. 20-07-2023 - M.B. 10-01-2024

D. 11-12-2024 - M.B. 09-01-2025

(n° DPJT 52887)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. - Champ d'application

Modifié par D. 17-12-2003 ; D. 03-05-2019

Article 1^{er}. - § 1^{er}. Le présent décret est applicable aux :

1° membres du personnel et aux chefs des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, de promotion sociale, des Hautes Ecoles, des internats dépendant de ces établissements, des Ecoles supérieures des arts et de l'Institut supérieur d'architecture organisés par la Communauté française;

2° membres du personnel subsidiés et aux pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, secondaire artistique à horaire réduit, de promotion sociale, des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des arts et des Instituts supérieurs d'architecture subventionnés par la Communauté française;

3° membres du personnel et aux directeurs des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française;

4° membres du personnel subsidié et aux pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française;

5° aux membres du personnel administratif, aux membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service et aux chefs des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, de promotion sociale, des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des arts et des Instituts supérieurs d'architecture organisés par la Communauté française.

6° membres du personnel et aux administrateurs des internats autonomes et des homes d'accueil organisés par la Communauté française;

7° [...] *Abrogé par D. 03-05-2019;*

8° membres du personnel et aux directeurs des centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française;

9° membres du personnel et au directeur du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française;

10° membres du personnel et au directeur du Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française;

11° membres du personnel et aux directeurs des Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux ;



[12° membres de l'équipe pluridisciplinaire, telle que définie à l'article 1.3.1-1, 33/2°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, des pôles territoriaux organisés ou subventionnés par la Communauté française]¹

§ 2. Les agents contractuels subventionnés, les aides à la promotion de l'emploi et les agents engagés dans le cadre du Programme de transition professionnelle sont considérés comme membres du personnel pour l'application du § 1^{er}.

Pour l'application du présent décret, il faut entendre par chef d'établissement :

- dans les Hautes Ecoles de la Communauté française, le conseil d'administration;
- dans les Ecoles supérieures des arts et les Instituts supérieurs d'architecture, le directeur.
- dans les internats autonomes et les homes d'accueil organisés par la Communauté française, l'administrateur;
- dans les centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, dans le Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, dans le Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française et dans les Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux, le directeur.

CHAPITRE II. - Droit à une intervention

Modifié par D. 17-12-2003 ; complété par D. 08-06-2017

Article 2. - Pour permettre aux membres du personnel visés à l'article 1^{er} de se rendre chaque jour du lieu de leur résidence au lieu de leur travail, et inversement, il leur est octroyé une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette.

L'intervention est à charge :

- du pouvoir organisateur des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, secondaire artistique à horaire réduit, de promotion sociale, des internats, des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des arts et des Instituts supérieurs d'architecture subventionnés par la Communauté française s'il s'agit d'un membre du personnel subsidié de l'enseignement subventionné;
- de l'établissement d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, de promotion sociale, des Hautes Ecoles, des internats dépendant de ces établissements, des internats autonomes, des homes d'accueil, des Ecoles supérieures des arts et de l'Institut supérieur d'architecture organisés par la Communauté française s'il s'agit d'un membre du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française;
- du centre psycho-médico-social s'il s'agit d'un membre du personnel des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française;
- du pouvoir organisateur s'il s'agit d'un membre du personnel subsidié des centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française.
- des centres visés à l'article 1^{er}, 8°, 9°, 10° et 11°, s'il s'agit d'un membre du personnel de ces derniers ;
- [- du pôle territorial s'il s'agit du personnel des pôles territoriaux organisés par la Communauté française ;
- du pouvoir organisateur s'il s'agit d'un membre du personnel subsidié des pôles territoriaux subventionnés par la Communauté française]².

Le membre du personnel est tenu d'opter pour la formule de titre de transport la

¹ Ajouté par le décret du 20 juillet 2023

² Ajouté par le décret du 20 juillet 2023



moins onéreuse de la ou des société(s) de transport public de son choix en fonction du nombre de jours à prester prévus par sa charge de travail et de la distance entre son lieu de résidence et son lieu de travail.

CHAPITRE III. - Transports en commun publics par chemin de fer

Complété par D. 12-12-2008 ; remplacé par D. 29-11-2012 ; complété par D. 08-06-2017

Article 3. - Sans préjudice de l'application d'autres dispositions légales et réglementaires concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix du transport des membres de son personnel, pour le transport organisé par la Société nationale des Chemins de fer belge, l'intervention dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social est égale à 100 % de ce montant pour une carte train deuxième classe.

L'intervention est aussi égale à 100 % du prix pour les billets de train de deuxième classe ou tout autre titre de transport de deuxième classe le moins onéreux.

Inséré par D. 12-12-2008

Article 3bis. - (...) *abrogé par D. 29-11-2012*

CHAPITRE IV. - Transports en commun publics autres que le chemin de fer

Complété par D. 12-12-2008; remplacé par D. 29-11-2012 ; complété par D. 08-06-2017

Article 4. - Pour le transport urbain et suburbain organisé par les sociétés régionales de transports publics, l'intervention dans le prix de l'abonnement, qu'il soit proportionnel à la distance parcourue ou, à défaut de pouvoir être déterminé en fonction de la distance en kilomètres ou en zones, qu'il soit à tarif fixe, est égale à 100 % de ce prix.

L'intervention est aussi égale à 100 % du prix pour les tickets de bus, de métro ou de tram ou tout autre titre de transport public le moins onéreux.

Inséré par D. 12-12-2008

Article 4bis. - (...) *abrogé par D. 29-11-2012*

CHAPITRE V. - Transports en commun publics combinés

Complété par D. 12-12-2008 ; remplacé par D. 29-11-2012 ; complété par D. 08-06-2017

Article 5. - Lorsque le membre du personnel combine plusieurs moyens de transport en commun public et qu'un seul titre de transport lui est fourni pour la totalité de la distance parcourue, l'intervention est égale à 100 % du prix de la carte train assimilée à l'abonnement social.

L'intervention est aussi égale à 100 % du prix pour les tickets de bus, de métro ou de tram ou tout autre titre de transport public le moins onéreux.

Inséré par D. 12-12-2008 ; abrogé par D. 29-11-2012

Article 5bis. - (...)

Remplacé par D. 12-12-2008 ; D. 29-11-2012

Article 6. - Dans tous les autres cas que ceux visés à l'article 5, l'intervention pour l'ensemble de la distance parcourue est égale à la somme des montants de

l'intervention telle qu'elle est prévue aux articles 3, 4 et 5.

CHAPITRE VI. - Utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail

Modifié par D. 25-04-2019 (vigueur au 01-09-2019)

Article 7. - § 1^{er}. Le membre du personnel visé à l'article 1^{er} qui utilise sa bicyclette afin de se rendre à son lieu de travail a droit, [lorsque la distance à parcourir entre sa résidence et le lieu de travail est d'un kilomètre au moins, à une indemnité dont le montant est égal, par kilomètre parcouru, arrondi au kilomètre supérieur, au montant qui, chaque année, pour l'utilisation de la bicyclette, peut être exonéré d'impôt par l'administration fiscale, à l'exception des catégories de personnels suivantes pour qui l'intervention est égale à 0,15 euro par kilomètre parcouru à bicyclette, arrondi au kilomètre supérieur :

1° membres du personnel et chefs des établissements des Hautes Ecoles, des internats dépendant de ces établissements, des Ecoles supérieures des Arts et de l'Institut supérieur d'architecture organisés par la Communauté française ;

2° membres du personnel subsidiés et pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'architecture subventionnés par la Communauté française ;

3° membres du personnel administratif, membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service et chefs des établissements des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'architecture organisés par la Communauté française]³.

Est assimilé à la bicyclette, une bicyclette électrique, une trottinette avec ou sans assistance électrique, un fauteuil roulant ou tout autre moyen de transport léger ou non motorisé.

La même intervention est accordée au membre du personnel qui utilise sa bicyclette pour se rendre de son domicile à un arrêt de transport en commun ou d'un arrêt de transport en commun à son lieu de travail, pour autant que l'utilisation du transport en commun serve à se rendre au lieu de travail et que la distance entre le lieu de résidence ou de travail et l'arrêt du transport en commun soit d'un kilomètre au moins.

§ 2. L'utilisation de la bicyclette peut précéder ou suivre l'utilisation d'un véhicule automoteur privé pour autant que le véhicule ne soit pas propriété du membre du personnel et qu'il soit simultanément utilisé pour le déplacement de plusieurs personnes n'habitant pas sous le même toit. Les règles du § 1^{er} sont également d'application dans ce cas.

§ 3. L'intervention perçue pour l'utilisation de la bicyclette ne peut en aucun cas être cumulée avec l'intervention dans des frais de transport en commun pour le même trajet et la même période.

§ 4. L'octroi de l'intervention est réservé au membre du personnel qui justifie

³ Remplacé par le décret du 20 décembre 2023



l'usage de la bicyclette pour les trajets visés au paragraphe 1^{er}, pendant au moins dix jours ouvrables par mois.

[Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le minimum de dix jours ouvrables ne s'applique pas aux :

1° membres du personnel et aux chefs des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire et de promotion sociale organisés par la Communauté française, ainsi que des internats dépendant de ces établissements ;

2° membres du personnel subsidiés et aux pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale subventionnés par la Communauté française ;

3° membres du personnel et aux directeurs des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française ;

4° membres du personnel subsidié et aux pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française ;

5° aux membres du personnel administratif, aux membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service et aux chefs des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire et de promotion sociale organisés par la Communauté française ;

6° membres du personnel et aux administrateurs des internats autonomes et des homes d'accueil organisés par la Communauté française ;

7° membres du personnel et aux directeurs des centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française ;

8° membres du personnel et au directeur du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française ;

9° membres du personnel et au directeur du Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française ;

10° membres du personnel et aux directeurs des Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux ;

11° membres de l'équipe pluridisciplinaire, telle que définie à l'article 1.3.1-1, 33/2°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, des pôles territoriaux organisés ou subventionnés par la Communauté française]⁴.

CHAPITRE VII. - Modalités de l'intervention octroyée aux membres du personnel

Modifié par D. 17-12-2003 ; D. 08-06-2017

Article 8. - § 1^{er}. L'intervention dans les frais de transport en commun public est payée contre remise du titre de transport délivré par les sociétés organisant le transport en commun public et est subordonnée à la production d'une déclaration signée par le membre du personnel, mentionnant que ce moyen de transport est

⁴ Ajouté par le décret du 20 juillet 2023



habituellement utilisé sur cette distance et que cette formule de titre de transport est la moins onéreuse.

Dans le cas où le membre du personnel exerce ses fonctions dans plusieurs établissements d'enseignement, internats ou homes d'accueil, [pôles territoriaux]⁵ ou plusieurs centres et qu'il peut utiliser son ou ses titre(s) de transport pour se rendre vers les établissements d'enseignement, internats, homes d'accueil [pôles territoriaux]⁶ ou centres où il travaille, il remet son ou ses titre(s) de transport, selon le cas, au chef d'établissement, au pouvoir organisateur ou au directeur du centre où il travaille le plus grand nombre d'heures.

A nombre égal d'heures, le membre du personnel remet son ou ses titre(s) de transport, selon le cas, au chef d'établissement, au pouvoir organisateur ou au directeur du centre où il compte le plus d'ancienneté.

Dans le cas où le membre du personnel exerce ses fonctions dans plusieurs établissements d'enseignement, internats, homes d'accueil, [pôles territoriaux]⁷ ou plusieurs centres et qu'il ne peut pas utiliser le(s) même(s) titre(s) de transport, il remet à chaque chef d'établissement, pouvoir organisateur ou directeur de centre concerné le ou les titre(s) de transport spécifique pour se rendre vers le(s) établissement(s) d'enseignement, internats, homes d'accueil ou centre(s) concerné(s).

Toute modification doit être signalée dans le mois de sa date.

Les documents visés à l'alinéa 1 doivent être déposés soit à la fin du mois, soit à l'expiration de la validité du titre de transport.

§ 2. L'intervention dans l'utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail est payée contre remise à la fin de chaque mois du formulaire établi selon le modèle établi par le Gouvernement.

Sur ce formulaire, le membre du personnel indique le nombre total de kilomètres parcourus, arrondi à l'unité supérieur, ainsi que le montant de l'indemnité auquel il estime avoir droit.

La première introduction de ce formulaire est accompagnée d'une description de l'itinéraire emprunté ainsi que du kilométrage aller et retour que celui-ci comporte. Le choix de ce parcours est adapté aux spécificités propres aux déplacements en bicyclette, en particulier à celles que requiert la sécurité du cycliste dans la circulation.

Toute modification ultérieure de l'itinéraire fait l'objet d'une nouvelle description et d'une justification appropriée.

§ 3. Si les documents visés aux paragraphes 1^{er} et 2 ne sont pas remis dans le mois qui suit soit la fin du mois visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 6 et au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, soit l'expiration du délai de validité du titre de transport visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 6, le membre du personnel perd son droit au remboursement visé à l'article 2 du présent décret.

Le délai visé à l'alinéa précité est suspendu pendant juillet et août.

⁵ Ajouté par le décret du 20 juillet 2023

⁶ Ajouté par le décret du 20 juillet 2023

⁷ Ajouté par le décret du 20 juillet 2023



[Par dérogation au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, pour l'année scolaire 2022-2023, le délai de remise des documents visés au paragraphe 2 est prolongé jusqu'au 30 septembre 2023 concernant les demandes relatives à un usage de la bicyclette inférieur à 10 jours ouvrables par mois pour des trajets visés à l'article 7, §1^{er}, introduites par les membres du personnel visés à l'article 7, §4, alinéa 2.

A la demande du conseil de classe, son président est entendu par le Conseil de recours]⁸.

Article 9. - L'intervention, selon le cas, dans les frais de transport en commun public supportés par le membre du personnel et/ou dans l'utilisation de la bicyclette est payée dans les 2 mois de la date où les documents sont remis conformément à l'article 8, § 1^{er} et § 2.

En cas d'utilisation de la bicyclette, l'intervention est payée après vérification du formulaire visé à l'article 8, § 2.

modifié par D. 17-12-2003 ; D. 29-11-2012

Article 10. - § 1^{er}. Le coût des interventions pour les membres du personnel des Ecoles supérieures des Arts organisées par la Communauté française est à charge de la dotation globale qu'elles reçoivent conformément à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Le coût des interventions pour les membres du personnel des Ecoles supérieures des Arts subventionnées est à charge de la subvention de fonctionnement qu'elles reçoivent conformément à l'article 32, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. *[remplacé par D. 29-11-2012]*

Le coût des interventions pour les membres du personnel des Hautes Ecoles est à charge du solde de l'allocation annuelle globale qu'elles reçoivent chacune conformément à l'article 29 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Le coût des interventions pour les membres du personnel des centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, du Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française et des Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux est à charge de la dotation globale qu'ils reçoivent chacun conformément à l'article 3, § 1, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

§ 2. Les articles 11 et 12 du présent décret ne sont pas applicables aux Ecoles supérieures des arts, aux Hautes Ecoles, aux centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, au Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, au Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française et aux Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux.

CHAPITRE VIII. - Remboursement de l'intervention par les services du Gouvernement

Modifié par D. 17-12-2003 ; D. 13-01-2011

Article 11. - Selon le cas, les pouvoirs organisateurs, les chefs d'établissement,

⁸ Ajouté par le décret du 20 juillet 2023



les directeurs des centres psycho-médico-sociaux visés à l'article 2 du présent décret font parvenir une déclaration de créance accompagnée de la preuve de l'intervention dans les frais de transport en commun public selon le modèle type établi par le Gouvernement.

Dans les trois mois de la réception de la déclaration de créance visée à l'alinéa 1^{er}, les services du Gouvernement leur remboursent l'intervention visée à l'article 2.

Sous peine de perte du droit au remboursement, la déclaration de créance visée à l'alinéa 1^{er} doit être introduite au plus tard dans les deux mois qui suivent l'intervention visée à l'article 2.

Inséré par D. 04-02-2016 ; modifié par D. 08-06-2017

Chapitre VIIIbis - En cas de convention de tiers-payant avec la SNCB, la STIB, une société TEC ou De Lijn

Inséré par D. 04-02-2016 ; modifié par D. 08-06-2017

Article 11bis - Par dérogation aux articles 8 à 11, lorsque le pouvoir organisateur a conclu avec la SNCB une convention relative à la délivrance de cartes de train 2^eme classe diminuées de l'intervention patronale au profit de ses membres du personnel ou avec les sociétés STIB, TEC ou De Lijn, une convention relative à la délivrance d'abonnements de bus, de métro, et/ou de tram, les règles du présent chapitre sont d'application.

Inséré par D. 04-02-2016

Article 11ter - L'intervention dans une convention de tiers payant vaut tant pour le transport public par chemin de fer que pour le transport public par chemin de fer combiné avec un autre transport en commun.

Complémentairement à ce remboursement, le membre du personnel peut également obtenir remboursement pour l'utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail, conformément à l'article 7.

Inséré par D. 04-02-2016 ; complété par D. 08-06-2017

Article 11quater - Dans le cas où le membre du personnel exerce ses fonctions dans plusieurs établissements d'enseignement, internats ou homes d'accueil ou plusieurs centres et qu'il peut utiliser son ou ses titre(s) de transport pour se rendre vers les établissements d'enseignement, internats, homes d'accueil, [pôles territoriaux]⁹ ou centres où il travaille, il remet son ou ses récépissé(s) de chargement de(s) titre(s) de transport, selon le cas, au chef d'établissement, au pouvoir organisateur ou au directeur du centre où il travaille le plus grand nombre d'heures.

A nombre égal d'heures, le membre du personnel remet son ou ses récépissé(s) de chargement de(s) titre(s) de transport, selon le cas, au chef d'établissement, au pouvoir organisateur ou au directeur du centre où il compte le plus d'ancienneté.

Dans le cas où le membre du personnel exerce ses fonctions dans plusieurs établissements d'enseignement, internats, homes d'accueil ou plusieurs centres et qu'il ne peut pas utiliser le(s) même(s) titre(s) de transport, il remet à chaque chef d'établissement, pouvoir organisateur ou directeur de centre concerné le ou les récépissé(s) de chargement de(s) titre(s) de transport spécifique pour se rendre vers le(s) établissement(s) d'enseignement, internats, homes d'accueil, [pôles territoriaux]¹⁰

⁹ Ajouté par le décret du 20 juillet 2023

¹⁰ Ajouté par le décret du 20 juillet 2023



ou centre(s) concerné(s).

Toute modification doit être signalée dans le mois de sa date.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour l'année scolaire 2016-2017, toute modification doit être signalée avant le 15 septembre 2017 en ce qui concerne les conventions de tiers payant conclues avec d'autres sociétés de transports public que la SNCB.

Inséré par D. 04-02-2016 ; modifié par D. 08-06-2017

Article 11quinquies - Les modalités de liquidation des factures des conventions de tiers-payant sont fixées comme suit :

1. Le Pouvoir Organisateur ou son délégué informe, lors de la conclusion de la convention, les services du Gouvernement de l'existence de ladite convention ;

2. Le Pouvoir Organisateur ou son délégué fait parvenir une déclaration de créance accompagnée de la copie de la facture reçue de la société de transport public faisant preuve de l'intervention dans les frais de transport en commun public, selon le modèle type établi par le Gouvernement.

Cette déclaration mentionne que le membre du personnel a choisi la formule de titre de transport la moins onéreuse. *[inséré par D. 08-06-2017]*

Dans les trois mois de la réception de la déclaration de créance visée à l'alinéa 1^{er}, les services du Gouvernement remboursent le Pouvoir organisateur de l'intervention payée.

Sous peine de perte du droit au remboursement, la déclaration de créance visée à l'alinéa 1 doit être introduite au plus tard dans les deux mois qui suivent le paiement par le Pouvoir organisateur des montants réclamés par la société de transport public sur base de la facture.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour l'année scolaire 2016-2017, la déclaration de créance visée à l'alinéa 1 doit être introduite au plus tard le 30 septembre 2017 en ce qui concerne les conventions de tiers payant conclues avec d'autres sociétés de transport public que la SNCB. *[inséré par D. 08-06-2017]*

CHAPITRE IX. - De la mutualisation de la charge des frais de transport

modifié par D. 17-12-2003 ; complété par D. 15-12-2010 ; modifié par D. 18-12-2013

Article 12. - § 1^{er}. L'ensemble des charges financières résultant des remboursements aux chefs d'établissement par les services du Gouvernement conformément à l'article 11 du présent décret est imputé à charge du solde visé à l'article 3, § 3bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

L'ensemble des charges financières résultant des remboursements aux pouvoirs organisateurs par les services du Gouvernement conformément à l'article 11 du présent décret est imputé, dans la proportion visée au § 2, sur la part que chaque pouvoir organisateur reçoit comme subvention de fonctionnement conformément à l'article 32, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

L'ensemble des charges financières résultant des remboursements aux centres psycho-médico-sociaux par les services du Gouvernement conformément à l'article 11 du présent décret est imputé, dans la proportion visée au § 2, sur la part que chaque



centre psycho-médico-social reçoit comme dotation conformément à l'article 21 de l'arrêté royal organique des centres psycho-médico-sociaux du 13 août 1962.

L'ensemble des charges financières résultant des remboursements aux pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux par les services du Gouvernement conformément à l'article 11 du présent décret est imputé, dans la proportion visée au § 2, sur la part que chaque pouvoir organisateur reçoit comme subvention de fonctionnement conformément à l'article 52 de l'arrêté royal organique des centres psycho-médico-sociaux du 13 août 1962.

[L'ensemble des charges financières résultant des remboursements aux pouvoirs organisateurs des pôles territoriaux par les services du Gouvernement conformément à l'article 11 du présent décret est imputé, dans la proportion visée au paragraphe 2, sur la part que chaque pouvoir organisateur reçoit comme dotation ou subvention de fonctionnement conformément à l'article 6.2.5-1, paragraphe 3 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire]¹¹.

§ 2. La proportion visée au § 1^{er}, [alinéas 2 à 5]¹², est égale à la part de dotation ou subvention de fonctionnement reçue par le pouvoir organisateur ou le centre psycho-médico-social par rapport à l'ensemble des dotations ou subventions dues aux établissements d'enseignement, aux internats ou aux centres psycho-médico-sociaux [ou aux pôles territoriaux]¹³ dans le même niveau et dans le même réseau, avec comme réseaux : l'enseignement officiel subventionné, l'enseignement libre confessionnel et l'enseignement libre non confessionnel.

Remplacé par D. 18-12-2013

§ 3. Les imputations visées au § 1^{er} doivent se faire au plus tard sur les dotations ou subventions dues pour la deuxième année scolaire qui suit celle qui a généré les frais de transport. En cas de dépassement du pourcentage prévu par le paragraphe 4, les charges financières résultant des remboursements :

a) aux chefs d'établissements visés au § 1^{er} sont imputées, en fonction des moyens disponibles, sur le total mutualisé du solde visé au § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3 de l'ensemble des dotations de fonctionnement déterminées conformément au § 2;

b) aux pouvoirs organisateurs visés au § 1^{er} des subventions sont imputées, en fonction des moyens disponibles, sur le total mutualisé du solde visé au § 1^{er}, alinéas 2 et 4 de l'ensemble des subventions de fonctionnement déterminées conformément au § 2.

[c) aux pouvoirs organisateurs visés au paragraphe 1^{er}, sont imputées, en fonction des moyens disponibles, sur le total mutualisé du solde visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, de l'ensemble des dotations ou subventions de fonctionnement visées au paragraphe 2]¹⁴.

[§ 4. La mutualisation est limitée, pour ce qui concerne les frais de transport visés aux articles 3 à 7, à maximum 2 pour cent du solde visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.]¹⁵

Article 13. - Le Gouvernement procèdera à l'évaluation de l'application de l'article 12 trois ans après l'entrée en vigueur du présent décret.

¹¹ Ajouté par le décret du 20 juillet 2023

¹² Remplacé par le décret du 20 juillet 2023

¹³ Ajouté par le décret du 20 juillet 2023

¹⁴ Ajouté par le décret du 20 juillet 2023

¹⁵ Remplacé par le D. 11-12-2024



modifié par D. 17-12-2003

**CHAPITRE X. - Modifications de l'arrêté du 16 décembre 1994 du
Gouvernement de la Communauté française relatif à l'intervention de
l'employeur dans les frais de transport des membres statutaires du personnel
scientifique, administratif, technique et ouvrier des institutions
universitaires organisées par la Communauté française**

Article 14. - A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport des membres statutaires du personnel scientifique, administratif, technique et ouvrier des institutions universitaires organisées par la Communauté française avant les mots «Il est accordé une intervention (...)» sont ajoutés les mots : - «Sans préjudice de l'application d'autres dispositions légales et réglementaires concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix du transport des membres de son personnel.»

Article 15. - Dans l'article 3 du même arrêté, les termes «et pour des parcours sur une distance égale ou supérieure à trois kilomètres, depuis la halte de départ,» sont supprimés.

Article 16. - L'article 4 du même arrêté est abrogé.

Article 17. - L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :
«Pour les transports en commun publics autres que le transport par chemin de fer sur une distance, à partir de la halte de départ, égale ou supérieure à 3 km, le montant de l'intervention est fixé comme suit :

a) lorsque le prix est unique, sans indication de la distance, quelle qu'elle soit et que celle-ci ne peut être contrôlée, l'intervention est fixée de manière forfaitaire à 50 % du prix effectivement payé par le membre du personnel, sans toutefois dépasser le montant de l'intervention dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour une distance de 7 km;

b) lorsque le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention est égale au montant de l'intervention dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour une distance correspondante.

L'intervention est calculée de la même façon lorsque, en cas de prix unique, la distance parcourue est mentionnée par le titre de transport ou peut être contrôlée auprès de la société organisant le transport utilisé par le membre du personnel.»

Article 18. - Dans l'article 6 du même arrêté, les alinéas 2 et 3 sont supprimés.

Article 19. - Un chapitre IVbis libellé comme suit est inséré dans le même arrêté :

«CHAPITRE IVbis. - Utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail

Article 7bis. - § 1^{er}. Le membre du personnel visé à l'article 1^{er} qui utilise sa bicyclette afin de se rendre à son lieu de travail a droit, lorsque la distance à parcourir entre sa résidence et le lieu de travail est d'un kilomètre au moins, à une intervention égale à 0,15 euro par kilomètre parcouru à bicyclette, arrondi au kilomètre supérieur.

Est assimilé à la bicyclette un fauteuil roulant ou tout autre moyen de transport léger ou non motorisé.

La même intervention est accordée au membre du personnel qui utilise sa bicyclette pour se rendre de son domicile à un arrêt de transport en commun ou d'un



arrêt de transport en commun à son lieu de travail, pour autant que l'utilisation du transport en commun serve à se rendre au lieu de travail et que la distance entre le lieu de résidence ou de travail et l'arrêt du transport en commun soit d'un kilomètre au moins.

§ 2. L'utilisation de la bicyclette peut précéder ou suivre l'utilisation d'un véhicule automoteur privé pour autant que le véhicule ne soit pas propriété du membre du personnel et qu'il soit simultanément utilisé pour le déplacement de plusieurs personnes n'habitant pas sous le même toit. Les règles du § 1^{er} sont également d'application dans ce cas.

§ 3. L'intervention perçue pour l'utilisation de la bicyclette ne peut en aucun cas être cumulée avec l'intervention dans des frais de transport en commun pour le même trajet et la même période.

§ 4. L'octroi de l'intervention est réservé au membre du personnel qui justifie l'usage de la bicyclette pour les trajets visés au paragraphe 1^{er}, pendant au moins dix jours ouvrables par mois.»

Article 20. - L'article 8 du même arrêté est remplacé comme suit :

«**§ 1^{er}.** L'intervention dans les frais de transport en commun public est payée contre remise du titre de transport délivré par les sociétés organisant le transport en commun public et est subordonnée à la production d'une déclaration signée par le membre du personnel et mentionnant que ce moyen de transport est habituellement utilisé sur cette distance.

Toute modification doit être signalée dans le mois de sa date.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er} doivent être déposés soit à la fin du mois, soit à l'expiration de la validité du titre de transport.

§ 2. L'intervention dans l'utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail est payée contre remise à la fin de chaque mois du formulaire établi selon le modèle établi par le Gouvernement.

Sur ce formulaire, le membre du personnel indique le nombre total de kilomètres parcourus, arrondi à l'unité supérieur, ainsi que le montant de l'indemnité auquel il estime avoir droit.

La première introduction de ce formulaire est accompagnée d'une description de l'itinéraire emprunté ainsi que du kilométrage aller et retour que celui-ci comporte. Le choix de ce parcours est adapté aux spécificités propres aux déplacements en bicyclette, en particulier à celles que requiert la sécurité du cycliste dans la circulation.

Toute modification ultérieure de l'itinéraire fait l'objet d'une nouvelle description et d'une justification appropriée.

§ 3. Si les documents visés aux paragraphes 1^{er} et 2 ne sont pas remis dans le mois qui suit soit la fin du mois visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, et au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, soit l'expiration du délai de validité du titre de transport visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, le membre du personnel perd son droit au remboursement visé à l'article 2 du présent décret.

Le délai visé à l'alinéa précité est suspendu pendant juillet et août.»

Article 21. - L'article 9 du même arrêté est remplacé comme suit :

«**Article 9.** L'intervention, selon le cas, dans les frais de transport en commun public supportés par le membre du personnel et/ou dans l'utilisation de la bicyclette est payée dans les 2 mois de la date où les documents sont remis conformément à l'article 8, § 1^{er} et § 2.

En cas d'utilisation de la bicyclette, l'intervention est payée après vérification du formulaire visé à l'article 8, § 2.»

Article 22. - Il est inséré dans le même arrêté un article 9bis libellé comme suit :

«**Article 9bis.** - Le coût des interventions est à charge des allocations annuelles de fonctionnement que les institutions universitaires reçoivent conformément à l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971.»

CHAPITRE XI. - Dispositions finales

Article 23. - Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au Moniteur belge.